

# enquête



R. QUADRINI / KR IMAGES PRESSE

Le maire a aussi piloté le projet urbain de La Confluence, qui, à partir de 2010, accueillera logements, bureaux et espaces de loisirs là où s'étendait avant, « derrière les voûtes » de Perrache, une sorte de no man's land sinistre. Et il peut déjà annoncer la construction prochaine de trois tours de bureaux (dont une de 200 mètres) à La Part-Dieu, porter la candidature de Lyon au titre de capitale européenne de la culture en 2013, ou encore faire valoir la réhabilitation en cours du quartier de La Duchère. Tout cela en annonçant qu'il augmentera les impôts de 5 %, « mais uniquement la première année ».

De son côté, Dominique Perben a beau promettre un gel des impôts grâce à une rationalisation des coûts et au recours aux partenariats public-privé, critiquer non sans raison l'inertie de Gérard Collomb sur le tracé ouest du périphérique, proposer le prolongement du métro ou encore un « jardin sans fin » au milieu de la ville,

son slogan de campagne, « Grandissons à Lyon ! », a du mal à porter.

## DES PATRONS DERRIÈRE LE MAIRE

Même les milieux patronaux marquent leur distance à l'encontre du candidat UMP, quand bien même certains sont de ses amis, et quand bien même François Turca, président régional de la CGPME, figure sur sa liste. À l'inverse, ils s'affichent volontiers avec le maire. « Gérard Collomb a beaucoup copiné avec les chefs d'entreprise, en faisant des coups médiatiques », accuse Dominique Perben. Depuis son élection, le maire de Lyon a de fait soigné ses réseaux patronaux. Raymond Barre a ouvert Lyon sur l'international mais ne se souciait guère de l'entretien des trottoirs de la ville ? Arrivé aux commandes de la ville et de la communauté urbaine, Gérard Collomb a vite compris son intérêt à concilier les deux : affirmer ses compétences économiques tout en s'occupant, lui, du

## 6 % DES SYMPATHISANTS DE DROITE SE DISENT SATISFAITS DE L'ACTION MUNICIPALE.

quotidien des Lyonnais. « Il a voulu faire de Lyon la ville française de l'entreprise », explique Philippe Dujardin, chercheur au CNRS et conseiller scientifique de la direction « prospective » du Grand Lyon. L'agglomération a en tout cas décroché cinq pôles de compétitivité, « un de plus que la région parisienne », souligne non sans fierté Gérard Collomb.

S'il est réélu, son deuxième mandat risque fort, toutefois, d'être jugé à l'aune de sa capacité à donner une visibilité internationale à la ville. Président de la communauté urbaine, Gérard Collomb a poursuivi la démarche de son prédéces-

seur en travaillant sur l'avenir de Lyon à l'horizon 2020. Son dessein ? S'appuyer sur l'axe Lyon-Saint-Étienne et tirer profit de sa proximité géographique avec Turin, Milan et, plus loin, Barcelone, son modèle de développement.

Le prochain maire de Lyon devra aussi gérer le dossier de l'OL Land, qui s'annonce épineux. Certes, la construction du complexe sportif et de loisirs englobant un stade de 60.000 places, voulue par le président du club de football six fois de suite champion de France, Jean-Michel Aulas, se fait sur fonds privés. Mais pas les infrastructures de transport, qui devront être aménagées pour y accéder. Autant de problèmes de coûts et d'environnement en perspective.

La droite locale, elle, devra panser ses plaies. La semaine dernière, la liste du candidat UMP de Vénissieux a été invalidée : un des colistiers était domicilié dans un garage.

STÉPHANIE TISSEROND

L'aménagement des voies sur berge du Rhône, réalisé par l'équipe sortante, a été plébiscité par les Lyonnais.

# Saint-Étienne reste en chantier

liste socialiste, Maurice Vincent fustige lui le dérapage des coûts. « Une ville comme la nôtre n'a pas les moyens de s'offrir plusieurs bâtiments de prestige », observe cet économiste. Ancien président de l'université de Saint-Étienne, Maurice Vincent s'inquiète de l'endettement de la ville qui s'élève à 2.900 euros par habitant (quand on intègre les 240 millions de la dette de la communauté d'agglomération qui a pris en charge une partie des grands travaux stéphanois).

## DÉVELOPPEMENT DURABLE

« Après avoir créé les conditions de l'attractivité, Saint-Étienne est armée pour tenir sa place dans la compétition », affirme Michel Thiollière. Le maire sortant prévoit de construire 7.500 logements, de prolonger la ligne de tramway, d'aménager une ligne de bus à haut niveau de service, en site propre et en direction des quartiers sud-est, de créer une agence de développement économique. « Il nous faut instaurer un dialogue de tous les jours avec les chefs d'entreprise et leurs instances », confirme

## SAINT-ÉTIENNE

175.500 habitants (en 2006).

391.954 habitants dans la communauté urbaine.

8,3 % de taux de chômage (déc. 2007).

13.957 euros de revenu annuel moyen par foyer.

Dépense d'investissement sur la durée du mandat : 248 millions d'euros.

Budget 2008 : 307 millions d'euros.

Sources : Insee, Communauté urbaine

Charles Malécot, socialiste rallié à Michel Thiollière, « comme l'a réussi à Lyon Gérard Collomb ». Outre des hommes de gauche et de jeunes chefs d'entreprise, l'édile UMP a convaincu Christian Brodhag, délégué interministériel au Développement durable, de le rejoindre. Cet ancien Vert veut utiliser le développement durable comme vecteur de croissance et

d'une révolution économique comparable à celle de la houille qui a transformé Saint-Étienne au XIX<sup>e</sup> siècle.

« L'enjeu principal est la relance économique de la ville », souligne Maurice Vincent, qui veut renégocier les contrats de l'eau et de l'assainissement et des cantines scolaires, et faire étudier le retour éventuel de ces services dans le giron municipal. De nouvelles recettes pourraient au moins être décrochées avec les délégataires. Mais en l'absence d'un audit financier précis, le candidat socialiste se refuse à tout objectif chiffré, envisageant seulement une « perspective de stabilisation de la dette » durant la future mandature. Il souhaite aussi améliorer le fonctionnement des transports urbains, éviter les ruptures de charge préjudiciables à leur fréquentation, en recul de 4 % et 5 % sur les deux dernières années.

Très axé sur des « actions de proximité au service de la population », le programme de Gilles Artigues propose lui aussi de « revenir à une gestion plus saine, plus prudente et surtout plus rigoureuse »,

de faciliter une politique industrielle d'innovation dans la mécanique, le principal secteur d'activité du bassin d'emploi et d'ouvrir une vraie relation avec Lyon.

## TISSU DE PME

Un enjeu majeur pour Saint-Étienne, une ville dont « la renaissance est toujours perçue comme une œuvre en chantier », selon la conclusion d'une étude d'Astrid Winkler, chargée de recherche au Center for analysis of social exclusion de la London School of Economics qui a enquêté avec Jörg Plöger sur le renouvellement urbain de huit villes européennes « à faible marché ». « Hier dominé par une poignée de grandes entreprises industrielles, Saint-Étienne s'est transformé, grâce à des investissements et un engagement considérables de l'État, en une économie composée d'une myriade de PME, note l'économiste. Reste à savoir si la stratégie de construction d'infrastructures saura vraiment répondre à la dimension profonde des transformations nécessaires. »

VINCENT CHARBONNIER, À SAINT-ÉTIENNE



Michel Thiollière, maire sortant (UMP) et son ancien adjoint Gilles Artigues (Modem). Bruno Levesque. R. Quadrini.

## DEMAIN

Municipales : zoom sur Paris